

Indépendance du discours et discours de l'indépendance

André Belleau

Volume 26, Number 3 (153), June 1984

Indépendance : le mot et la chose

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60383ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Belleau, A. (1984). Indépendance du discours et discours de l'indépendance. *Liberté*, 26(3), 14–26.

ANDRÉ BELLEAU

INDÉPENDANCE DU DISCOURS et DISCOURS DE L'INDÉPENDANCE

D'où vient que le discours de l'indépendance du Québec ait eu (et ait encore) un caractère si constamment et si profondément dialogique? On peut le constater autour de soi et en soi. Par exemple, chaque fois que j'ai entendu Gaston Miron sur le sujet, ses paroles prenaient la forme d'une réplique passionnée, visiblement destinées à des interlocuteurs adverses. Bien qu'ils fussent absents, il revenait sur leurs arguments, prévoyait leurs réactions, nommait même les personnes. C'était la preuve que Gérard Pelletier, Pierre-E. Trudeau et d'autres, en tant que pôles destinataires symboliques, avaient fini par acquérir un statut considérable dans le discours social québécois.

Je donne l'exemple de Gaston Miron car tout le monde ou presque connaît l'auteur de *l'Homme rapaillé* et peut se souvenir de son langage. Mais la même chose pourrait être observée chez tant de mes amis et connaissances! Ou bien il s'agit d'adeptes de l'indépendance et alors ce qu'ils disent et la façon dont ils le disent paraissent continuellement provoqués par les mots de contradicteurs absents, ou bien il s'agit d'adversaires déclarés et c'est entre nous une discussion obsessionnelle qui dure dans certains cas depuis vingt ans, jamais terminée, toujours reprise, inutile en apparence mais quand même désirée... Je m'étonne donc du titre d'un livre récent de Marcel Rioux sur le sujet qui me préoccupe: *Pour en finir*

avec quelques salauds. Si, historiquement et socialement, il est dans la nature de la question d'être un débat, comment une conscience pourrait-elle d'autorité espérer y mettre fin, même pour elle seule? En posant l'autre comme un «salaud»? Mais cet autre qui parle en moi puisque sans cesse je lui parle, suffirait-il qu'il devienne un «salaud» pour qu'il se taise?

Or tout cela n'est pas assez dire. Ces paroles, ces écrits, théâtre d'une dispute jamais achevée, à ce titre ne retiendraient pas tellement l'attention s'ils ne s'avéraient la sphère publique de notre discours intérieur, comme son débordement. Si j'en crois ma propre expérience introspective, l'aspect extérieurement dialogique pour nous de la question de l'indépendance — comme si elle ne pouvait se poser, s'exprimer et même se résoudre que dans et par l'affrontement dialogique — reflète la querelle engagée déjà dans la conscience de chacun de nous. Certes les deux voix qui constituent, avec plusieurs autres, notre conscience, n'ont pas le même statut. L'une d'elles a charge de dire ma conviction «indépendantiste» intime. Cependant, tout se passe comme si elle ne pouvait se faire entendre en moi que comme réponse à l'AUTRE VOIX. Et effectivement c'est bien ainsi que les choses se sont produites. Depuis vingt ans que je pense tous les jours ou à peu près à l'indépendance du Québec, je ne l'ai jamais fait que dans la passion ou la colère, l'ironie ou le ressentiment, avec un interlocuteur imaginé mais non fictif surgi devant moi, ah! je le tenais enfin!, ou tant d'autres que je ne nommerai pas, et auxquels j'assenaient les arguments trouvés la veille... Ma salle de bains, mon cabinet de travail, mon auto sont peuplés d'ombres parlantes et gesticulantes.

Sur le plan théorique, rien ici qui me surprenne: je sais bien que mon monologue intérieur est tissu des langages contrastés de ma société et que je suis fait d'eux. Ce qui paraît significatif, c'est l'intense degré du dialogisme. Paradoxe: je n'ai jamais eu l'indépendance indépendante, épanouie dans le calme assertif. J'ai eu, j'ai l'indépendance bivocale, polémique,

dialogique. Et la voix refusée, le discours appelé ici (à tort) « fédéraliste » est l'une des composantes de ma conscience.

On voudra bien accueillir un souhait légitime : que le « je » qui énonce dans cet article ne soit pas perçu comme la marque d'un seul individu ; qu'on accepte de lui accorder une portée un peu générale, voire assez exemplaire, une valeur trans-individuelle sans pour autant en faire le porte-parole de tout un groupe ou de toute une génération.

Reconnaître la caractéristique singulière du discours de l'indépendance tel que plusieurs de ma génération l'ont énoncé et tel que nous l'énonçons encore — nous qui avons eu vingt ans dans les années cinquante — c'est tenir compte en dernière analyse de la position discursive de celui qui parle dans le champ des langages de sa société, position concrète, historique, liée au régime et à l'étendue du dicible et du pensable à l'instant où il parle. La nature intensément dialogique de la parole indépendantiste sur son versant tant externe qu'interne suggère que dans la sphère publique du langage, à un moment donné, l'antagonisme entre les deux points de vue a été aggravé par la plus profonde des méprises ou encore qu'il a entraîné une rupture si radicale et si inassimilable entre deux époques ou deux générations qu'une sorte de contact non réciproque s'est trouvé comme maintenu par la poursuite même de la discussion et non par son contenu devenu inopérant (joint à une réponse inexistante). (Malgré cela, il y eut cette tristesse que plusieurs ont cru entendre dans l'allocution pourtant victorieuse de Pierre-E. Trudeau le soir du référendum du 20 mai 1980). Et il arrive que si les hommes passent, les abîmes restent ouverts.

Ce répondant social, cet ancrage historique dont il conviendrait de préciser le moment, le lieu et la portée, on aurait tort, selon moi, de les chercher dans le débat référendaire de 1980. Sur le plan de l'économie sociale des discours, il me semble que tout était joué depuis le début des années soixante. Mais la très nette polarisation imposée par le référendum

permet de se représenter, à la façon d'un récit, sous une forme schématique et sans la confusion inhérente à l'événement vécu, le sens du clivage déterminant opéré vingt ans plus tôt. Imaginons le récit référentiel de la façon suivante: sur l'air de la chevauchée de l'ouverture de *Guillaume Tell* (facultatif!), les politiciens sexagénaires issus de *Cité libre*, à la tête d'une troupe nombreuse composée pêle-mêle d'hommes et de femmes de quarante-cinq ans, de personnes âgées, de catholiques pratiquants, de gens de droite, de citoyens peu scolarisés, de boutiquiers, d'hommes d'affaires, de professionnels prospères, l'ont emporté en une première bataille sur les jeunes, les éléments les plus instruits, les militants syndicaux, les ouvriers des villes, les non-pratiquants et les non-catholiques, les socialisants, les enseignants, les intellectuels, les écrivains et les artistes¹. Certes, tout référendum est par nature manichéen. Mais il peut arriver aussi qu'une société, à la faveur de certains événements, se divise en deux camps antagonistes. Cela s'est produit lors de l'Affaire Dreyfus avec laquelle la nôtre offre beaucoup de similitudes quant aux types d'opposition (non du point de vue de l'objet, bien entendu). Quel titre donnerions-nous à ce récit? Victoire de la droite sur la gauche? Ce serait simplifier ce qui l'est déjà. Disons plutôt quelque chose comme: l'Ancien Québec *vs* le Québec Nouveau (ou Moderne) ou encore l'Ancien Régime (discursif et idéologique) *vs* le Québec actuel. Mais il faut remonter plus haut dans le temps.

La génération intellectuelle qui a eu vingt ans entre 1950 et 1960, qui a fondé *Liberté*, *Parti pris*, le Mouvement laïque, a modifié profondément le système des discours au Québec. Elle a considérablement élargi le domaine de l'opposable, du pensable, de l'argumentable. On suppose toujours que les change-

1. *Ce sont des marques, non des groupes ou des classes. C'est pourquoi elles ne s'excluent pas mutuellement et même se recoupent.*

ments ayant quelque portée concrète se signalent en premier lieu dans le discours proprement politique ou dans le discours économique. Mais les choses ne sont pas aussi simples. Il peut arriver que la nouveauté politique, même la rupture politique, d'abord apparaissent, transcodées, dans d'autres discours tel par exemple le discours littéraire. Le régime des langages d'une société fonctionne probablement à la façon d'un homéostat. Une pression dans une sphère entraîne un mouvement dans une autre; les langages communiquent entre eux; les énoncés, les significations, les présupposés, les thèmes migrent d'un discours à l'autre. Et un nouvel équilibre général se reforme. C'aura été l'apport (peut-être involontaire) de cette nouvelle génération d'après-guerre d'intégrer au discours social québécois un certain nombre d'impensés (parce que perçus jusque-là comme impensables), ce que Ernst Bloch appelle le «pas encore», le «*Noch nicht gedacht*». Que le «discours d'entrée» ait été le discours littéraire au sens large ne diminue en rien l'importance du phénomène quant à la société québécoise dans son ensemble. Lorsque *Liberté* parle d'Henry Miller ou de Blaise Cendrars en 1959, elle le fait sur un terrain vraiment neuf, nettoyé de toutes précautions, réticences, a priori, contraintes, le terrain de Miller et de Cendrars, là où ne pouvaient plus se manifester les hypocrites sympathies récupératrices. Nommer les choses. Pousser des idées jusqu'au bout. Essayer d'épuiser le champ du dicible. *Liberté*, certes, ne représente qu'un aspect de cette attitude manifestée par la génération de 1950-1960.

Il était fatal que l'idée d'indépendance finisse, à l'instar de plusieurs autres, par rencontrer ces jeunes esprits qui s'ébrouaient trop bruyamment dans leur liberté étonnée, liberté non pas conquise (cette génération n'a guère plus de mérites que les autres) mais comme trouvée et exercée, au moment propice. Il convient de prendre la question par le bon bout. Les intellectuels et les écrivains qu'on associe à *Liberté*, à *Parti pris*, à *l'Hexagone* ne sont pas mis à développer l'idée d'indépendance du Québec parce qu'ils

voulaient devenir libres. C'est l'inverse. Ils ont pu penser et dire l'indépendance parce que déjà, ils se sentaient assez libres, ils avaient fait l'expérience d'un discours allégé, ils se rendaient compte que le concevable et le théorisable s'étendaient bien au-delà des frontières du champ discursif transmis. La nouvelle génération n'était nullement encline à cloisonner les discours, à séparer soigneusement le discours littéraire ou culturel du discours politique. Elle aurait volontiers et imprudemment proposé une esthétique de la politique et une politique de la littérature...

C'est maintenant qu'il doit être question de *Cité libre*, envisagée non seulement en tant que revue mais comme tout un courant qu'elle a cristallisé. Qui pourrait imaginer aujourd'hui l'importance énorme du capital idéologique et symbolique détenu par *Cité libre* et son milieu au moment dont je parle? Il serait impossible de le surestimer. C'est pourquoi le refus péremptoire, monologique, unilatéral que les ténors de *Cité libre* ont opposé au discours de l'indépendance formulé par les intellectuels plus jeunes — discours considéré comme inintégré, à expulser tel un corps étranger — est un événement dont les conséquences idéologiques et historiques sont considérables. Le conflit inexpiable qui en résulta demeure la source du caractère intensément dialogique de la parole indépendantiste jusqu'à aujourd'hui. *Cité libre* avait agi sur nous comme un leurre. Nous avions pensé qu'elle inaugurerait le Québec moderne alors qu'en réalité, elle terminait le vieux Québec. Mais cela, nous ne pouvions pas le voir.

Relisez «La nouvelle trahison des clercs» de Pierre-E. Trudeau (avril 1962). On s'étonne: pourquoi cette grosse machine, cette énergie illocutoire, cette façon de vouloir à tout prix en finir? Le R.I.N. n'existe que depuis deux ans et n'attire pas beaucoup l'attention. *Parti pris* n'est pas encore fondé. Il n'y a à toutes fins pratiques dans le paysage que la droite marginale de Chaput et de Barbeau. Le discours de Trudeau, vu en tant que discours, par son caractère uniformément oratoire, unidimensionnel, abstrait,

moralisateur, offre de frappantes similitudes avec les débats de collège des années trente et quarante. Pour ou contre la nation, pour ou contre le mariage, etc. On devine que la thèse contraire, sur *ce ton* et dans *ce* cadre, pourrait être soutenue avec une égale facilité. Ou encore, il serait loisible d'insérer l'article dans un roman à thèse de jadis avec la contrepartie quelques pages plus loin. Mais ce qui surprend le plus, c'est peut-être l'aspect limité et déjà vieillot des références. Voilà un intellectuel de quarante-trois ans écrivant en 1962 et dont on se plaît à vanter la rigueur, les hautes exigences. Et que trouve-t-on? Jacques Maritain à plusieurs reprises (1), le père Delos, l'*Encyclopaedia Britannica*... Marx? Sartre? Max Weber? Tocqueville? Connaît pas... Mais, en revanche, des arguties de théologien médiéval: *... toute pensée qui tend à réclamer pour la nation la plénitude des pouvoirs souverains est politiquement réactionnaire parce qu'elle veut donner un pouvoir politique total et parfait à une communauté qui ne saurait constituer une société totale et parfaite* (p. 11). Dieu! Qui parle ici? Marmoretrus? Janotus de Bragmardo? Pierre-E. Trudeau ne peut s'aviser que l'engagement des Québécois dans la fédération canadienne ne saurait se justifier en toute honnêteté et lucidité que si la possibilité de l'indépendance est *aussi* considérée sous tous ses aspects, sans mépris et sans exclusive. Mais la machine à assimiler l'inassimilable à des catégories connues, fussent-elles infamantes, a commencé de fonctionner: la nation désigne ici le «groupe ethnique», non pas la communauté culturelle ou, comme on dirait aujourd'hui, la communauté sémiotique; nationalisme égale *racisme* (p. 14). Dans la présentation du numéro, Gérard Pelletier a le conditionnel retors et menaçant: *Nous ne songerions même pas à les soupçonner* (les indépendantistes) *de vellétés fascistes*... (p. 2)

Ils y songeaient beaucoup. La machine à traiter le langage d'autrui opère avec une efficacité grandissante. Le premier numéro de *Parti pris* paraît en octobre 1963. Gérard Pelletier commente l'événement dans

«*Parti pris* ou la grande illusion» (*Cité libre*, avril 1964). C'est un texte rusé, qui fait mine de s'ouvrir pour mieux se fermer, et qui réussit, sans en avoir trop l'air, par l'amalgame, l'allusion, à associer *Parti pris* au fascisme (p. 4), au nazisme (p. 4), à la droite maurrassienne (p. 4), au national-socialisme (p. 5), au nationalisme intégral (p. 5), au nationalisme total (p. 5). Pierre Maheu ayant écrit: (...) *nos pères, par exemple, les gens de «Cité libre»...*, Gérard Pelletier observe finement: (...) *cette obsession biologique a quelque chose d'étonnant...* (p. 4). (On devine le trajet discursif ici suggéré: biologisme → racisme → nazisme). Le langage de *Parti pris* est si totalement illégitime qu'il faut à tout prix le ramener, en le rabaissant, à des catégories connues. Il ne serait pas venu à l'esprit de Gérard Pelletier que se dire marxiste et révolutionnaire en 1963 à vingt ans (au moment où lui en avait quarante-quatre), pouvait être une façon d'afficher sa liberté. Pierre Vadeboncoeur, plus sensible au contexte, à la situation de parole, capable d'interpréter des signes au lieu de réagir à des signaux, remarque dans ce premier numéro de *Parti pris*: *La jeune génération est différente de la nôtre en ce qu'elle ne préjuge de l'échec d'aucune idée* (p. 52). Gérard Pelletier cite cette phrase sans bien la saisir. Mais Vadeboncoeur avait bien vu qu'il s'agissait d'abord d'un déploiement du pensable. Il ne confondait pas la liberté de pensée et la liberté de penser.

Le sommet est atteint par Pierre E.-Trudeau en mai 1964 avec son article intitulé «La contre-révolution séparatiste»: *nazisme, fascisme, Goebbels* (p. 2), *la contre-révolution nationale-socialiste* (p. 6). Par le ton a priorique, impératif, sans réplique possible, on dirait que le maître du domaine est en train de régler leur compte à une bande de gamins surpris à faire des saletés: «Vous allez voir de quel bois je me chauffe»... «*Just watch me*». Trudeauchet perçait sous Trudeau. Six ans plus tard, il fera proclamer l'inique Loi des mesures de guerre. C'était le même texte, la suite de son article. Dans *les Années d'impatience* (1983), Gérard Pelletier remarque que certaines

déclarations de René Lévesque pendant la grève des réalisateurs de Radio-Canada en 1959 annonçaient le (...) *nationalisme dont serait marquée toute la suite de sa carrière* (p. 305). De même, j'estime que la Loi des mesures de guerre de 1970 se trouve assez exactement préfigurée dans plusieurs textes de *Cité libre*, dont les trois que je viens d'évoquer. Ceux qui avaient en 1964 un langage que le milieu de *Cité libre* voulait maintenir à toute force hors du langage sont ceux-là mêmes qui prirent le chemin des cellules en 1970. Les mêmes personnes qui, quelques années plus tôt, croyaient entendre le bruit des bottes dans les premiers essais de ma génération, ajoutèrent ou raturèrent, sur les listes ignobles, les noms de ceux d'entre nous que la police devait emmener. C'est ainsi que l'on passe de la dénonciation à la délation².

Il y eut un chœur sans cesse grossissant qui reprit le refrain. Jean Simard parlait volontiers de l'avènement d'un petit *Portugal clérico-totalitaire*. Jean LeMoynes déclarait à qui voulait l'entendre qu'il aimerait mieux être laveur de vaisselle à Toronto que vivre dans un Québec indépendant. LeMoynes allait par la suite devenir écrivain à gages puis sénateur. Il arrive que les poètes finissent en épiciers.

2. Dans son triste livre, **la Crise d'octobre** (1971), Gérard Pelletier cherche à excuser la Loi des mesures de guerre à l'aide de principes généraux, de considérations moralisatrices, de justifications abstraites (le langage du Québec d'autrefois!). Sont convoqués comme d'habitude: le nazisme (p. 67), la **Nuit des longs couteaux** (p. 95), Goebbels (p. 201), etc., etc. Pas une seule fois, Pelletier ne situe la question dans sa perspective véritable: le redoutable phénomène du terrorisme auquel les démocraties occidentales font face depuis plusieurs années et qui a fini par rejoindre le Québec. S'il l'avait fait, comment aurait-il pu défendre la Loi des mesures de guerre, seule mesure du genre prise en Occident?

Je le répète: sans le crédit idéologique immense dont jouissait le mouvement de *Cité libre*, rien de tout cela n'aurait eu le même relief. Mais la génération intellectuelle à laquelle j'ai eu la chance d'appartenir, et qui fut, je l'affirme sans modestie, la première génération la plus libre, la plus ouverte, la plus cultivée, peut-être aussi la mieux équilibrée, que le Québec ait produite, il se trouva qu'elle se vit acculée à la pire des négativités. Alors que son anti-duplessisme et son anti-nationalisme étaient plus profonds et plus viscéraux que ceux de ses aînés, elle subit l'humiliation de devoir protester qu'elle n'était ni fasciste ni totalitaire. Le discours de l'indépendance chez elle s'épuisa longtemps dans une protestation indignée. C'est ce que j'ai appelé plus haut son aspect foncièrement dialogique, lié aussi au fait qu'un fossé infranchissable allait séparer désormais deux générations.

Que révèlent en fait l'impossibilité où s'est trouvée *Cité libre* d'apprécier la signification de la démarche des cadets, la signification de leur position nouvelle dans la configuration des discours, et l'expulsion de leur langage qui culminera dans la Loi des mesures de guerre? Comment évaluer l'intensité, la violence inédites de ce phénomène? Entre les hommes qui ont eu vingt ans en 1935-1940 et ceux qui ont atteint le même âge vers 1955 s'était creusé un abîme dont on commence aujourd'hui à deviner la profondeur. Il ne s'agit pas du conflit habituel entre générations. D'ailleurs peut-on parler de générations alors qu'il n'est question souvent que d'une différence d'âge d'au plus une dizaine d'années? Pourtant, une véritable cassure, une rupture essentielle apparaît vers 1960. Pour moi, c'est un fait historique. Il y a un Québec d'avant et un Québec d'après.

Fallait-il donc que les hommes de 1935-1940 soient d'accord avec nous? Pas du tout! Ce qui est en cause ici, c'est l'incapacité totale de faire droit à la parole de l'autre, à sa situation de discours, au contexte, à ce qui est effectivement visé dans et par les mots, bref, à la signification concrète, réelle. Comment contester, voire réfuter, sans ce minimum

d'ouverture? Mais *Cité libre*, c'est la clôture abstraite, la fin d'un langage et d'un monde anciens.

Dans *les Années d'impatience*, Gérard Pelletier écrit: *Tandis que Pierre Vadeboncœur, Marcel Rioux et quelques autres se repliaient sur le Québec (...), Trudeau, Marchand et moi partions pour Ottawa...*³ Je ne saisis pas bien ce que peut vouloir dire ici «se replier sur le Québec». Il me semble qu'il y a plus de sens de l'universel, de modernité, de curiosité, d'ouverture dans la *Sociologie critique* de Marcel Rioux que n'en pourra jamais concevoir l'intelligence précautionneuse et froide de Gérard Pelletier. On se prend à rêver à ce qui serait arrivé si *Cité libre*, au lieu de «s'ouvrir» sur l'universel abstrait de la notion de personne, s'était ouverte plutôt sur son environnement concret, si les intellectuels de 1935-1940, sans renoncer à leurs convictions, avaient accompli précisément ce que proposait à leur position très dominante la conjoncture historique. Imaginons un instant ce qu'aurait pu entraîner comme conséquences un effort de réflexion, de clarification qui, ayant précisé et nuancé les idées, débarrassé les mots «nation», «indépendance nationale», «fédéralisme», «peuple», «nationalisme», etc., des confusions, contresens et assimilations abusives, les eût remis dans notre discours social pour un débat réel, ouvert, sans traquenards cachés, sans ces charges historiques que d'aucuns s'amusaient à réallumer.

Ma génération, obligée de travailler avec le terme «nation», s'y est toujours sentie piégée. Voilà une tâche qui convenait parfaitement à des politicologues éminents, à des connaisseurs ès structures sociales. Mais ces gens, au fond, détestaient la clarté; il ne fallait surtout pas nommer les choses. Je me souviens qu'à la séance de fondation du Mouvement laïque, en 1961, Gérard Pelletier était venu nous adjurer de ne

3. *Je compte relater bientôt mon expérience extrêmement enrichissante et positive de très jeune cadre du Gouvernement du Canada à Ottawa de 1954 à 1960.*

pas utiliser le mot «laïque» car cela faisait mauvais effet. Avec une pareille mentalité, Zola n'aurait jamais écrit *J'accuse*.

Ce détour rétrospectif était indispensable pour mieux apprécier la situation présente. Par leur position dans le système des discours, *Cité libre* et sa génération apparaissent maintenant comme le dernier fleuron du Québec traditionnel. Il convient d'avancer de dix ans le moment historique où le Québec actuel donne à voir assez nettement ses contours. Il ne s'agit plus d'un phénomène de passage marqué par la fondation de *Cité libre* en 1950. Il s'agit d'une rupture radicale observable à la fin des années cinquante et au début des années soixante principalement dans un usage nouveau du langage. Le Québec traditionnel se clôt sur ce qu'on a appelé l'idéologie de rattrapage, déjà contenue dans son discours politique. Mais peu après la cassure profonde du début des années 1960 (ici l'idée d'indépendance a eu une fonction d'agent cliveur, elle se donne tel un signe renvoyant à bien plus qu'elle-même), l'idéologie de rattrapage se voit débordée de toutes parts. En 1962, *Cité libre* boude la nationalisation de l'électricité, elle entre à reculons dans la révolution dite tranquille. Jean Lesage, devant la montée du nouveau syndicalisme, déclare: «Jamais la reine ne négociera avec ses sujets». Et il parlera de la «possession tranquille de la vérité» à l'occasion des changements qui menacent dans le système d'éducation. Mais Jean Lesage sera forcé de suivre le mouvement. Marc Angenot a observé avec raison un jour que de 1960 à 1980 (la première année de la récession économique), les gouvernements québécois n'ont nullement voulu planifier, diriger une prétendue révolution tranquille fondée sur l'idéologie de rattrapage. Au contraire, disait-il, ils se sont trouvés à la remorque du peuple québécois, poussés par les courants de toutes sortes qui travaillaient la société. Laissons maintenant l'ancien Québec enterrer l'ancien Québec avec ses derniers dignitaires satisfaits d'eux-mêmes.

Il faut que certains événements arrivent dans le

langage avant d'arriver dans la réalité. C'est pourquoi l'intégration de l'idée d'indépendance dans le discours social québécois est un fait majeur. Voilà une idée devant laquelle on ne peut plus se voiler la face et déchirer ses vêtements. Elle est «naturalisée», parlable, pensable, devenue une composante de notre système discursif. On ne se rend pas assez compte combien cela est capital. Dicible rime avec possible. Pensable rime avec probable. Même si éventuellement, le peuple québécois renonce à l'indépendance, ce ne sera pas parce que celle-ci aura fait l'objet d'un interdit de discours: de ce point de vue, l'indépendance est déjà commencée.

Il y a bien vingt ans maintenant que le Québec a rompu les amarres avec l'Ancien Régime et a pris le large, exposé aux risques de la haute mer: la déculturation; le fait que notre conscience d'après la rupture de 1960 aura sans doute longtemps de la peine à se restructurer de façon à accueillir et incorporer, en tant que sujet, ce qui lui vient du monde; l'atomisation de la société en consommateurs isolés, abstraits, en régime post-capitaliste. Ce sont des problèmes d'aujourd'hui dont ne parlent jamais les notaires constitutionnalistes. Pourtant, la vie finira bien par crever les emmaillotements juridiques. Tout ce qui chez nous tend à diversifier, complexifier, étendre et renouveler le champ des discours travaille, en fin de compte, pour l'indépendance.

Pour moi, je demeure serein. Depuis un bon moment déjà, les rivages de l'Ancien Québec se sont estompés. Je suis curieux de voir ce qui va arriver à ce sacré bateau qui tient par tous les temps. Cette curiosité l'emporte sur le besoin de savoir si un jour ou l'autre nous aurons l'indépendance.